

Audience publique du 14 juin 2017

Recours formé par
Madame ..., ...,
contre un arrêté grand-ducal du 4 avril 2016,
en matière de changement de nom patronymique

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 38215 du rôle et déposée le 22 juillet 2016 au greffe du tribunal administratif par Maître Valérie Dupong, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., étudiante, née le ..., demeurant actuellement à L-..., ..., tendant à la réformation sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 4 avril 2016 portant refus de l'autorisation de changer son nom patronymique de «... » en « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 octobre 2016 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté grand-ducal déféré ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Michel Foetz, en remplacement de Maître Valérie Dupong, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 15 mai 2017.

Par courrier du 1^{er} août 2015, Madame ... s'adressa au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de «... » en celui de « ... ».

Par avis respectifs des 11 et 28 septembre 2015, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par la demanderesse. Le Conseil d'Etat émit le 10 novembre 2015 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 4 avril 2016 transmis à l'intéressée par un courrier du ministre de la Justice du 12 mai 2016. Cet arrêté est motivé comme suit :

« Vu la demande présentée le 1^{er} août 2015 par Madame ..., née le ... à ... de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-..., ..., sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;

Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg le 11 septembre 2015 et par le Procureur général d'État le 28 septembre 2015 ;

Vu l'avis négatif rendu par le Conseil d'État en date du 10 novembre 2015 ;

Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;

Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;

Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg estime que « les motifs invoqués, à savoir le divorce entre les parents de la requérante, et la mésentente entre la requérante et son père et même le non-paiement d'une pension alimentaire par le père de la requérante, ne sont pas de nature à justifier un changement de nom, qui ne pourra intervenir qu'en présence de circonstances d'une exceptionnelle gravité » ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. - L'autorisation sollicitée est refusée.

Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Par courrier recommandé de son conseil du 13 juillet 2016, Madame... fit introduire un recours gracieux contre l'arrêté grand-ducal précité dont le ministre de la Justice accusa réception par courrier du 20 juillet 2016, en se limitant à renvoyer aux voies de recours indiquées dans l'arrêté grand-ducal du 4 avril 2016.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 22 juillet 2016, Madame ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation du seul arrêté grand-ducal du 4 avril 2016 portant refus de sa demande de changement de nom patronymique.

Aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-12 germinal an XI », ne prévoyant de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen. Le tribunal n'est dès lors pas compétent pour connaître du recours principal en réformation.

Le recours subsidiaire en annulation est, quant à lui, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, la demanderesse explique que ses parents auraient divorcé en date du 22 septembre 2005 pour cause d'adultère dans le chef de son père, Monsieur, et que, suite au divorce, elle aurait été élevée par sa mère, Madame, de sorte à ne plus avoir eu aucune relation avec son père.

En raison du lien si fort existant entre elle et sa mère, la demanderesse souhaiterait prendre le nom patronymique de celle-ci au lieu de garder celui de son père avec lequel elle n'aurait ni relation ni contact.

En droit, la demanderesse fait valoir que si l'arrêté grand-ducal litigieux était basé sur le titre II de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, il n'en demeurerait pas moins qu'il faudrait examiner de plus près les lois sur les changements de nom. Ainsi, la loi à la base de l'arrêté litigieux trouverait ses origines au début du 19^e siècle, alors qu'actuellement on se trouverait au début du 21^e siècle et qu'entretemps la société aurait évolué et changé.

Ainsi, elle met en avant que les modifications que la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants, ci-après désignée par « la loi du 23 décembre 2005 », et la loi du 4 juillet 2014 concernant la réformation du mariage, ci-après désignée par « la loi du 4 juillet 2014 », auraient apportées à l'article 57 du Code civil, aux termes duquel « [...] *Lorsque la filiation d'un enfant est établie simultanément à l'égard de ses deux parents, au plus tard le jour de la déclaration de sa naissance, ces derniers choisissent le nom qui lui est dévolu. L'enfant peut acquérir soit le nom de l'un de ses parents, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux. Au cas où les deux parents ou l'un d'entre eux ont un nom composé de deux noms, ils peuvent choisir de ne conférer à leur enfant qu'un seul des noms composant leurs noms respectifs. En cas de désaccord entre les parents sur le nom à attribuer à l'enfant, celui-ci porte le nom ou le premier nom de l'un des parents et le nom ou le premier nom de l'autre parent, accolés dans l'ordre défini par tirage au sort par l'officier de l'état civil, en présence de la personne qui déclare la naissance de l'enfant.* », démontreraient qu'en cas de désaccord sur le nom à attribuer à l'enfant, ce serait l'officier de l'état civil qui déciderait, par tirage au sort, de l'ordre dans lequel celui des noms de la mère ou du père est attribué. Cela prouverait non seulement que l'attribution du nom de famille pourrait être complètement aléatoire, mais également qu'il ne serait plus impossible qu'un enfant porte le nom de sa mère.

Si à l'époque où la loi sur le changement de nom avait été adoptée il aurait été inimaginable que le nom patronymique de la mère puisse être donné à l'enfant, alors que celui du père aurait toujours prévalu, les modifications prévues prouveraient que la société aurait évolué et qu'il ne serait plus anormal pour un enfant de porter le nom de la mère.

La demanderesse donne ensuite à considérer que le nom patronymique serait le symbole marquant de l'attachement d'une personne avec sa famille et que ce serait d'ailleurs pour cette raison que l'article 334-3 du Code civil, aux termes duquel « *Lors même que la filiation n'aurait été établie qu'en second lieu à l'égard d'un parent, l'enfant naturel pourra soit garder le nom du parent qui l'aura reconnu en premier lieu, soit prendre par substitution le nom de celui à l'égard duquel sa filiation aura été établie en second lieu, soit se voir attribuer le nom de ses deux parents accolés dans l'ordre choisi par eux, dans la limite d'un nom pour chacun, si les parents en font la déclaration conjointe devant le juge des tutelles pendant la minorité de l'enfant. Au cas où les deux parents ou l'un d'entre eux ont un nom composé de deux noms, ils peuvent choisir de ne conférer à leur enfant qu'un seul des noms composant leurs noms respectifs. Il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance de l'enfant. A cet effet, le juge des tutelles transmettra une copie de la déclaration actée à*

l'officier de l'état civil du lieu de naissance de l'enfant. Si l'enfant a plus de treize ans, son consentement personnel est nécessaire. », admettrait la possibilité de changer de nom dans le cas d'une filiation établie en second lieu à l'égard d'un parent.

Elle ajoute que son nom de famille démontrerait qu'elle descend de la famille de son père mais qu'en réalité ce lien avec son père biologique, qu'elle n'appellerait même plus « papa », n'existerait plus du tout. Sa seule famille serait celle de sa mère.

Elle estime dès lors qu'il serait compréhensible que, grâce à son nom de famille, elle souhaite montrer qu'elle appartient à la famille ... qui aurait tout fait pour elle et qui l'aurait aidée à devenir l'adulte qu'elle est actuellement, évolution à laquelle son père n'aurait plus tellement contribué depuis le divorce de ses parents.

La demanderesse est en tout état de cause d'avis qu'il serait incompréhensible de nos temps que le choix du nom semble être le principe dans tous les cas de figure prévus par la loi et la jurisprudence, mais qu'un tel choix serait impossible dans le chef d'une personne adulte ayant bien réfléchi aux conséquences de ses actes. Une telle approche irait à l'encontre de l'idée de l'évolution de la société. La jurisprudence des juridictions administratives aurait d'ailleurs déjà pris en compte cette évolution sociétale en retenant dans un jugement du 21 mars 2012, n° 28675 du rôle que l'abandon d'un enfant par son père constituerait une circonstance grave et exceptionnelle justifiant le changement de nom de l'enfant alors que d'un point de vue objectif, le port du nom du père ne correspondrait dans ce cas plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille et que du point de vue subjectif, le port de ce même nom pourrait à juste titre être ressenti comme intolérable par l'enfant abandonné.

Ce jugement consoliderait dès lors la finalité du nom patronymique, à savoir le rattachement à une famille. Or, en l'espèce, le nom de... ne correspondrait pas au rattachement de la demanderesse à la famille ..., Madame... insistant encore sur le fait qu'elle ressentirait le port du nom de famille... comme intolérable.

Le délégué du gouvernement conclut quant à lui au rejet du recours sous analyse pour ne pas être fondé.

Il sollicite tout d'abord le rejet de cinq pièces que la demanderesse n'aurait pas produites au cours de la procédure administrative, à savoir plus particulièrement l'acte de mariage de ses parents et quatre attestations testimoniales établies postérieurement à l'arrêté grand-ducal litigieux.

Il relève ensuite que le principe de la fixité du nom patronymique constituerait une règle d'ordre public et social et qu'un changement de nom ne pourrait, par conséquent, être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes.

Ce serait, par ailleurs, à tort que la demanderesse invoquerait les articles 57 et 334-3 du Code civil qui régiraient l'attribution du nom des enfants légitimes et naturels au moment de leur naissance alors que la présente affaire serait étrangère à l'attribution du nom au moment de la naissance.

Pour ce qui est de l'abandon par son père, tel qu'invoqué par la demanderesse, la partie étatique fait valoir que les conditions de l'abandon de famille ne seraient pas données en l'espèce et que cet abandon serait formellement contesté.

Le tribunal relève tout d'abord que le droit au port d'un nom patronymique constitue un droit naturel de l'homme, le nom patronymique étant l'un des attributs de la personnalité.

Or, à travers l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, en vertu duquel aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance, l'Etat garantit à chaque être humain relevant de sa compétence le port d'un nom patronymique, en l'occurrence celui exprimé dans son acte de naissance. Cette garantie comporte l'exception prévue à travers la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, en ce que suivant son article 4 « *toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au Gouvernement* ». En vertu de l'article 5 de la même loi, le Gouvernement se prononce dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il résulte de ces dispositions que le principe de fixité du nom patronymique est une règle qui est d'ordre public. Quelle qu'ait été l'évolution sociétale quant au choix du nom à transmettre à l'enfant à la naissance, en cas de reconnaissance ou lors de l'adoption, la fixité est la règle et le changement l'exception¹. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé².

Le tribunal constate, à cet égard, que la comparaison faite par la demanderesse entre sa demande de changement de nom patronymique et les modifications apportées à l'article 57 du Code civil par la loi du 23 décembre 2005 et celle du 4 juillet 2014 n'est manifestement pas pertinente en l'espèce puisque les dispositions, telles qu'invoquées, traitent de la transmission, respectivement de l'attribution du nom de l'enfant par les parents, sinon, en cas de désaccord de ceux-ci, par l'officier de l'état civil, lors de la déclaration de naissance, étant encore relevé qu'en permettant aux parents de choisir le nom qu'ils souhaitent attribuer à leurs enfants, le projet de loi portant modification de l'article 57 du Code civil a entendu parfaire l'égalité entre les hommes et les femmes en accordant aux deux parents des droits égaux³. Ces dispositions ne remettent dès lors pas en cause la fixité du nom, une fois celui-ci transmis ou attribué et sont de toute façon complètement étrangères au cas d'espèce où la demanderesse souhaite substituer au nom du père qu'elle s'est vu attribuer à la naissance celui de sa mère.

Ensuite, si l'article 334-3 du Code civil prévoit certes une possibilité de substitution du nom initial de l'enfant naturel lorsque la filiation n'a été établie qu'en second lieu à l'égard d'un de ses parents, force est de constater que cette disposition est également totalement étrangère au cas d'espèce puisqu'il s'agit d'une procédure exceptionnelle qui trouve son origine dans le fait que, contrairement à l'enfant légitime, le nom de l'enfant naturel est réglé différemment selon que la filiation de cet enfant a ou non été établie, le principe étant celui qu'il acquiert le nom de celui de ses deux parents à l'égard duquel sa filiation a été établie en premier lieu. Cet article permet dès lors aux parents, dans le cas précis où la filiation a été établie en second lieu à l'égard de l'un d'entre eux, de choisir le nom qu'ils souhaitent attribuer à leur enfant en faisant une déclaration conjointe devant le juge des tutelles, ladite procédure étant, par ailleurs, seulement ouverte pendant la minorité de l'enfant.

Par ailleurs, à supposer même que le caractère d'ordre public du principe de fixité du nom doive être relativisé au vu des évolutions actuelles du droit de la famille, le refus déferé

¹ Cour adm. 26 janvier 2017, n° 38371C du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu

² Trib. adm. 4 mars 2015, n° 34595 du rôle, Pas. adm. 2016, V° Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

³ Doc. parl. N° 4843⁶, p.3.

n'est pas pour autant illégal, dès lors que, tel que relevé ci-avant, ce n'est que pour des raisons sérieuses et des circonstances exceptionnelles, telles que découlant de la loi et de la jurisprudence afférente en la matière, que le changement de nom puisse être accordé⁴.

Il échet, à cet égard, tout d'abord de relever, d'une part, que, suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes⁵.

D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que, de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore dans les circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et notamment celles de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement de son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique, tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier la légalité de la décision rendue.

Tel que relevé ci-avant, dans la présente matière, l'autorité de décision doit préalablement recueillir les avis d'autres instances, en l'occurrence ceux du procureur d'Etat, du procureur général d'Etat et du Conseil d'Etat. Or, ces organismes ne peuvent émettre un avis éclairé que s'ils sont en possession de tous les éléments sous-tendant la demande de changement de nom leur soumise pour avis. Dans la mesure où il est en l'espèce constant en cause que la demanderesse a produit à l'appui du recours sous analyse quatre attestations testimoniales qui ont été établies postérieurement à l'arrêté grand-ducal déféré, de sorte que lesdites pièces n'ont été portées ni à la connaissance de l'autorité de décision avant la prise de la décision, ni à celle des instances d'avis, celles-ci ne peuvent pas être prises en considération par le tribunal pour apprécier la légalité de l'arrêté litigieux. La même conclusion s'impose en ce qui concerne l'acte de mariage qui a été versé pour la première fois en cours de procédure contentieuse. En effet, c'est sur base des pièces et éléments du dossier dont non seulement l'autorité de décision mais également les instances consultatives avaient connaissance au moment où elles ont statué, respectivement rendu leur avis, qu'il appartient au tribunal, saisi d'un recours en annulation, d'examiner l'existence et l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée et de vérifier si ces faits sont de nature à justifier légalement la décision. Il ne saurait, en effet, être reproché à l'autorité administrative de ne pas avoir tenu compte d'éléments qui ne lui ont pas été présentés en temps utile⁶.

⁴ Cour adm. 26 janvier 2017, n° 38371C du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu

⁵ Trib. adm. 4 mars 2015, n° 34595 du rôle, Pas. adm. 2016, V° Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°4 et les autres références y citées.

⁶ Trib. adm. 10 décembre 2015, n° 35766 du rôle, Pas. adm. 2016, V° Recours en annulation, n°20 et les autres références y citées.

Au vu des conclusions qui précèdent, le tribunal analysera dès lors la légalité de l'arrêté actuellement litigieux en prenant en considération les seuls éléments de faits portés à la connaissance tant de l'autorité de décision que des instances consultatives.

S'agissant des motifs invoqués à la base de la demande de changement de nom, si l'abandon vérifié d'un enfant par son père est susceptible de constituer une raison suffisamment grave pour justifier un changement de nom de l'enfant concerné, encore faut-il que l'abandon ainsi invoqué soit établi, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. En effet, si la demanderesse a certes expliqué dans le cadre de sa demande de changement de nom qu'une procédure judiciaire aurait été entamée par sa mère pour non-paiement de la pension alimentaire par son père et que cette procédure aurait abouti à une condamnation de celui-ci, force est de constater qu'aucun jugement venant confirmer ces affirmations n'a été transmis ni au Grand-Duc ni aux organes consultatifs.

A cela s'ajoute qu'au vu du principe de la fixité et de la pérennité du nom patronymique, l'absence de liens affectifs ressentis à l'égard du père, respectivement les relations difficiles entretenues avec celui-ci depuis le divorce des parents, de même que la simple invocation de liens affectifs plus intenses ressentis par rapport à l'un des parents, en l'occurrence la mère, à défaut d'autres éléments, ne sont, à eux-seuls, pas de nature à caractériser des circonstances exceptionnelles justifiant un changement de nom, ce d'autant plus que la demanderesse reste plus particulièrement en défaut d'établir dans le chef de son père des manquements graves à son égard à ses devoirs parentaux ayant pu avoir pour conséquence un véritable impact psychologique et/ou physique, respectivement un traumatisme, sur la personne de la demanderesse.

Au vu de ce qui précède, il ne ressort dès lors pas des éléments en cause que, d'un point de vue objectif, le port du nom patronymique actuel de la demanderesse ne correspondrait plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, ni que du point de vue subjectif, le port de ce nom pourrait à juste titre être ressenti comme intolérable.

C'est dès lors à bon droit qu'il a été retenu dans la décision litigieuse que les motifs invoqués à la base de la demande de changement de nom patronymique ne sauraient s'analyser en des circonstances exceptionnelles, respectivement en des raisons importantes de nature à justifier une dérogation au principe de la pérennité du nom patronymique.

Il s'ensuit qu'à défaut d'autres moyens, le recours sous analyse est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation ;

reçoit le recours subsidiaire en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Emina Softic, attaché de justice,

et lu à l'audience publique du 14 juin 2017 par le vice-président en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 14/6/2017

Le Greffier du Tribunal administratif